

*Les crédits*

**M. René Soetens (Ontario):** Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat, surtout en tant que député de la circonscription d'Ontario. Le débat concerne la province de l'Ontario et les effets qu'y ont les politiques économiques du gouvernement fédéral.

J'ai écouté les deux intervenants précédents, tous deux représentants de l'Ontario; l'un représente une circonscription adjacente à la mienne et l'autre député, une circonscription située à courte distance. Nous travaillons donc dans des environnements économiques comparables, où il y a effectivement des problèmes.

Le député de Scarborough—Rouge River a parlé de certains problèmes, notamment les taxes municipales, comme s'ils étaient imputables au gouvernement fédéral. Il a déclaré que les taux d'imposition augmentent à cause des politiques fédérales. Pour ma part, la hausse des taxes municipales est attribuable à l'accroissement des dépenses des gouvernements provinciaux ou municipaux. C'est pour cette raison que les taxes augmentent. Lorsque des hausses salariales importantes sont accordées aux enseignants du système scolaire, lequel ne relève aucunement du gouvernement fédéral, il faut trouver l'argent nécessaire quelque part.

Si on accorde des hausses de salaire de 6 ou 7 p. 100 alors que le taux d'inflation n'est que de 1,7 p. 100, que se passe-t-il? Il faut augmenter les taxes municipales. Le gouvernement fédéral a pris conscience du problème que pose la question salariale, et malgré l'impopularité et la difficulté de la chose, nous avons pris certaines mesures qui nous ont permis, dans le dernier budget, non seulement d'éviter des hausses d'impôt mais d'accorder certaines réductions fiscales.

Aussi, quand les députés d'en face, qui représentent des circonscriptions de la région de Toronto, se plaignent au sujet des taxes municipales, je les invite à adresser leurs blâmes à ceux qui le méritent, leurs collègues du gouvernement municipal.

Il en va de même de la responsabilité des gouvernements provinciaux. Deux députés du parti libéral ont parlé des problèmes du sud de l'Ontario comme s'ils n'avaient absolument rien à voir avec le fait que le gouvernement de l'Ontario dépense plus que tout autre gouvernement provincial au Canada. Année après année, il a augmenté les dépenses plus qu'ailleurs au pays, même en Alberta.

Je ne puis dire qu'une chose, c'est qu'une bonne partie des problèmes de l'Ontario est aussi attribuable directement au gouvernement provincial.

Les députés ont parlé des coûts de l'aide sociale. Il y a effectivement davantage de gens qui dépendent de l'assistance sociale, et je le déplore. Ce n'est pas nous qui

avons forcé le gouvernement provincial à accroître de 28 p. 100 en deux ans les prestations aux assistés sociaux. Le gouvernement provincial a décidé de les hausser et a tout simplement tenu pour acquis que le gouvernement fédéral lui signerait un chèque en blanc. Nous n'avons pas forcé la province à créer toutes ces nouvelles garderies en milieu scolaire dans ma circonscription. Le gouvernement est allé de l'avant en présumant que nous lui signerions un chèque en blanc.

Ces dépenses relèvent exclusivement du gouvernement provincial et des conseils scolaires municipaux. C'est tout à fait trompeur que de tout simplement blâmer le gouvernement fédéral, comme l'ont fait les deux députés d'en face.

Par ailleurs, je n'ai pas entendu mes collègues dire que les coûts immobiliers élevés ont leurs effets à Toronto. Je ne les ai pas entendus dire que c'est à cause des politiques du gouvernement fédéral qu'il est maintenant possible d'obtenir pour les hypothèques des taux d'intérêt substantiellement inférieurs à tout ce dont ils auraient eux-mêmes pu rêver dans le passé. Il en va de même pour moi d'ailleurs. Les taux d'intérêt sont maintenant moins élevés.

Je représente une circonscription qui compte un nombre élevé de mises en chantier, où les gens contractent leur première hypothèque ou la renouvellent, à des taux beaucoup moins élevés que par le passé. À moins d'être âgé de plus de 50 ou 55 ans, on ne peut pas se rappeler l'époque où les taux d'intérêt étaient aussi faibles et aussi attrayants. Nous sommes revenus à ces taux, et il est même question que la baisse se poursuive.

Ces députés ont parlé des problèmes avec lesquels les jeunes sont aux prises.

C'est curieux, ils n'ont pas touché un mot sur la politique qui, mise de l'avant par le gouvernement fédéral dans le cadre des programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ramène à 5 p. 100 la mise de fonds pour l'achat d'une première maison. Des jeunes peuvent avoir ainsi accès à la propriété et ils profitent actuellement du fait que le prix des maisons est très intéressant dans la région de Toronto. Profitant de ce que les taux hypothécaires sont très bas, ils ont accès à la propriété, ce dont j'aurais cru que les députés de l'opposition allaient se réjouir.

Je ne me rappelle pas les avoir entendus en parler. Non seulement ils ne l'ont pas mentionné, mais ils n'ont rien dit non plus des effets bénéfiques que cette politique de logement a sur la construction d'habitations et sur la création d'emplois dans ce secteur, sans compter que, lorsque les gens se font construire une maison, ils doivent ensuite la meubler de toutes sortes de produits manufac-